

## Enseigner l'enquête en contexte révolutionnaire

### Notes sur un fieldwork survey avec les étudiants de l'université de Khartoum (Soudan)

Barbara Casciarri

*Émulations - Revue de sciences sociales*, 2021, n° 39-40, « Enseigner l'enquête de terrain. Transmettre, expérimenter, éprouver ».

Article disponible à l'adresse suivante

---

<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations/article/view/casciarri>

Pour citer cet article

---

Barbara Casciarri, « Enseigner l'enquête en contexte révolutionnaire », *Émulations*, n° 39-40, Mise en ligne le 11 mai 2022.  
DOI : 10.14428/emulations.039-40.04

Distribution électronique : Université catholique de Louvain (Belgique) : [ojs.uclouvain.be](https://ojs.uclouvain.be)

© Cet article est mis à disposition selon les termes de la Licence *Creative Commons Attribution, Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International*. <http://creativecommons.org/licenses/by-nc/4.0/>

Éditeur : Émulations – Revue de sciences sociales / Presses universitaires de Louvain  
<https://ojs.uclouvain.be/index.php/emulations>

ISSN électronique : 1784-5734

# Enseigner l'enquête en contexte révolutionnaire

Notes sur un *fieldwork survey* avec les étudiants de l'université de Khartoum (Soudan)

---

Barbara Casciarri<sup>1</sup>

**[Résumé]** Le département de sociologie et d'anthropologie sociale de l'université de Khartoum (Soudan) a une longue tradition d'encadrement à l'enquête de terrain des étudiants en premier cycle. Le premier stage de terrain après la révolution soudanaise de 2018-2019 a été centré sur l'action menée par les « comités de résistance », issus de ce processus de changement, dans divers quartiers du Grand Khartoum. Cet article se base sur mon expérience lorsqu'en février 2020 j'ai accompagné sur une journée le groupe d'enseignants et d'étudiants impliqués dans le stage. Il décrit et analyse les objets, les situations et les biais inédits qui ont émergé dans ce moment didactique. Il ouvre une réflexion sur les enjeux de la formation à l'enquête en contexte révolutionnaire ainsi que sur le rôle de l'engagement, de l'émotion et de l'expérience partagée sur un terrain connu qui vient d'être profondément bouleversé et « libéré ».

**Mots-clés :** université de Khartoum, stages de terrain, révolution soudanaise, comités de résistance, ethnographie et engagement.

***Teaching Fieldwork in a Revolutionary Context: Notes on a Fieldwork Survey with Students from the University of Khartoum (Sudan)***

**[Abstract]** The Department of Sociology and Social Anthropology of the University of Khartoum (Sudan) has a long tradition in under-graduated students' fieldwork training. The first fieldwork survey after the 2018-2019 Sudanese revolution focused on the action led by the "Resistance Committees", created by this change process in several neighbourhoods of Greater Khartoum. This article is based on my experience, when I joined for one day the teachers and students involved in the survey on February 2020. It describes and analyses the objects, situations and biases which arouse during such didactical sequences. It opens a reflection on the issues at stake in doing fieldwork in a revolutionary context as well as on the role of commitment, emotion and shared experience in a well-known fieldwork which has just been deeply transformed and "liberated".

**Keywords:** University of Khartoum, fieldwork, Sudanese revolution, resistance committees, ethnography and commitment.

En mission au Soudan pour suivre un programme de recherche franco-soudanais<sup>2</sup>, j'ai été invitée en février 2020 par mes collègues anthropologues de l'Université de Khartoum (UoK) à participer à une journée de stages de terrain (*fieldwork surveys*) avec

---

<sup>1</sup> Université Paris 8, LAVUE/CEDEJ, France.

<sup>2</sup> Il s'agit du programme AUF « Arabité, islamité, "soudanéité"/Being Arab, Muslim, Sudanese », CEDEJ, Université Paris 8, University of Khartoum, Max Planck Institute. Voir le volume de synthèse (Casciarri *et al.*, 2020) et le lien <https://cedejsudan.hypotheses.org/category/being-arab-muslim-and-sudanese-projet-auf-psi> (consulté le 26/12/2020).

les étudiants de premier cycle, qui se déroulait à Shambat, quartier de la périphérie nord du Grand Khartoum. Par certains aspects, cette expérience se situait dans la continuité de mon parcours d'enseignant-chercheur et de mes relations avec ce pays : une activité de recherche au Soudan rural et urbain depuis 1989 ; la collaboration avec le département d'anthropologie de l'UoK dans le cadre de projets internationaux et d'une convention avec mon université (Paris 8) ; l'investissement dans les stages de « pratiques d'enquête » et les cours « hors les murs » de mon département en licence et master de sociologie parcours anthropologie, ainsi que la coordination d'une école doctorale franco-soudanaise à Khartoum en 2015 (Staro, Santagostini, 2017). Pourtant, l'expérience de février 2020 a été inédite, car elle se réalisait après la révolution soudanaise de 2019. De fait, si l'enseignement de l'anthropologie en contexte de changement présente toujours des défis pour la mise en place des formations « au/sur » le terrain (Mills, 2015), enseigner l'enquête en contexte révolutionnaire ouvre des perspectives nouvelles, voire déstabilisantes, pour tous les acteurs impliqués (enseignants, étudiants, interlocuteurs). Pour contribuer à ce numéro thématique sur l'enseignement de l'enquête de terrain, je me baserai sur cette expérience : d'abord, je la situe dans le cadre de l'enseignement de l'anthropologie au Soudan et du processus révolutionnaire récent ; puis, j'en propose une analyse selon deux dimensions : les situations et les objets, et les postures d'enquête. Enfin, je reviens sur une réflexion plus large autour de l'enseignement de l'enquête comme expérience vécue au niveau intellectuel et pédagogique, mais aussi émotionnel, dans un contexte de fond qui fait référence aux questions d'engagement de l'enquêteur et de prise en compte de l'événement – ici, la révolution – comme temporalité de l'enquête<sup>3</sup>.

## 1. Anthropologie et révolution au Soudan

### 1.1. L'anthropologie à l'université de Khartoum : de la fondation coloniale à nos jours

Tandis que le Department of Sociology and Social Anthropology a été officiellement fondé en 1958 (Assal, Abdul-Jalil, 2015), l'anthropologie et son enseignement sont enracinés dans la première fondation, au Soudan, de son institution principale d'enseignement supérieur, la University of Khartoum (Ahmed, 2002<sup>4</sup>). La présence de

<sup>3</sup> Ma contribution ouvre sur de nombreux espaces du débat en sciences sociales autour de l'enquête et son enseignement : dans l'économie de cet article, j'ai ainsi dû « sacrifier » certaines perspectives, pourtant pertinentes et liées à une riche production scientifique, telle celle de la posture de *l'anthropologist at home* et de son engagement militant, qui auraient pu faire à elles seules l'objet d'un article à part entière.

<sup>4</sup> L'ancêtre de l'UoK a été fondé en 1902, comme le « Gordon Memorial College », institution qui a évolué (en termes de discipline et de diplômes) jusqu'à sa reconnaissance au niveau universitaire (et au rattachement à l'université de Londres) en 1941, sous le titre de « University College of Khartoum », devenu à l'indépendance (1956) « University of Khartoum ». Les premiers cours d'anthropologie y furent dispensés par Charles Seligman en 1910 et par d'autres figures de l'anthropologie britannique, tel Siegfried Frederick Nadel, nommé en 1938 « government anthropologist ». Dans les années 1940-1950, l'anthropologie était encore enseignée dans la Faculty of Arts, jusqu'à

l'anthropologie (même avant son institutionnalisation) a laissé les marques d'une science coloniale à deux niveaux : d'une part, car plusieurs anthropologues de l'École d'anthropologie sociale britannique, courant hégémonique de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, ont développé leurs recherches et théories à partir de terrains soudanais<sup>5</sup>. D'autre part, car la colonisation britannique au Soudan (1898-1956) a institutionnalisé cette dimension de « science pour un empire » (Verlet, 1998) en prescrivant la formation, théorique à l'anthropologie et pratique à l'ethnographie, des membres du Sudan Political Service destinés à servir dans le pays (Grandin, 1982). En phase postcoloniale, une nouvelle génération d'anthropologues soudanais s'attache à montrer la connivence entre anthropologie et domination coloniale, ainsi que ses effets en termes épistémologiques et de politiques d'administration des populations locales (notamment liées au système de gouvernement indirect) (Ahmed, 1973). Mais si la nouvelle anthropologie soudanaise s'est tournée depuis vers des postures disciplinaires critiques (dont celle d'inspiration marxiste entre 1970 et 1980), l'héritage de cette fondation coloniale semble avoir été maintenu au moins sous deux aspects : le rôle prioritaire attribué à l'anthropologie (en particulier à une anthropologie politique et socioéconomique) au sein d'autres sciences sociales, et l'attention portée à la formation des étudiants aux pratiques de l'ethnographie.

Si la pratique des *fieldwork surveys*, ou stages de terrain intensifs, a été lancée depuis les années 1960, c'est à partir de l'année 2000 que l'encadrement des étudiants de premier et deuxième cycle est devenu plus systématique, et a été inclus dans les cursus en anthropologie de l'UoK, en parallèle avec des apprentissages théoriques et thématiques classiques de la discipline. Néanmoins, dans les dernières décennies, ces formations à l'enquête avaient dû faire face aux obstacles liés à la gestion de l'éducation supérieure par le régime islamiste en place depuis 1989. De fait, le contrôle idéologique et sécuritaire imposait aux encadrants et étudiants une politique restrictive quant au choix des terrains et à leur déroulement. En plus, la libéralisation de l'université, jointe à une crise économique profonde, limitait les ressources (humaines et financières) nécessaires pour leur mise en œuvre. À l'issue du mouvement révolutionnaire déclenché en 2018, qui a abouti à la chute du régime en avril 2019 (puis à une « épuration » des cadres de l'université liés à l'ancien parti au pouvoir), les enseignants ont repris cette initiative avec un nouvel élan dès la réouverture de l'université en février 2020.

## 1.2. L'université de Khartoum dans la « troisième révolution » soudanaise

Pour mieux saisir le contexte des stages de terrain de 2020, il faut évoquer quelques éléments de l'épisode révolutionnaire récent au Soudan et la place de l'UoK dans ce dernier. C'est à partir de décembre 2018 qu'une mobilisation importante émerge au Soudan : en dépit de l'image réductrice des médias occidentaux, l'insurrection dé-

la création d'un département autonome avec ses diplômés en 1958, comme partie de la Faculty of Economic and Social Studies.

<sup>5</sup> C. Seligman, E. E. Evans-Pritchard, S. F. Nadel, R. G. Lienhardt, pour citer les noms les plus connus dans l'histoire de la discipline.

passé la qualification d'« émeutes pour le pain », en ce qu'elle porte une contestation du pouvoir en place depuis 1989, lorsqu'un coup d'État militaire des islamistes avait instauré le plus long régime de l'histoire du pays (Deshayes, Vezzadini, 2019). Après plus de trois mois de répression sanglante, les insurgés obtiennent la chute du régime le 11 avril 2019. Le *sit-in* qui s'installe alors devant le quartier général de l'armée devient un lieu de partage et d'imagination d'une société libérée, jusqu'à sa répression brutale le 3 juin 2019. Celle-ci ne décrète pas pourtant la fin de la révolution : la « marche d'un million » (*milioniyya*) organisée le 30 juin montre la détermination du mouvement et permet la reprise du processus révolutionnaire, jusqu'à la constitution en septembre d'un cabinet civil de ministres destiné à conduire (dans une difficile cohabitation avec les militaires) la phase de transition en attente de nouvelles élections<sup>6</sup>. Cette révolution (*thawra*), considérée comme la troisième révolution soudanaise (par rapport à celles de 1964 et 1985 – Berridge, 2015), est parfois désignée comme *December*, du mois initial de l'insurrection en 2018. Elle se démarque des révolutions précédentes ainsi que d'autres mobilisations des dernières années – 2010, 2012, 2013 et 2015 (Deshayes, 2019) – par plusieurs éléments : la participation des provinces, des périphéries urbaines et de la diaspora ; son caractère pacifique et populaire ; la relative autonomie du mouvement des partis traditionnels d'opposition, et l'émergence d'acteurs politiques nouveaux fonctionnant selon des logiques d'horizontalité (associations professionnelles ou comités de résistance).

La composition du mouvement révolutionnaire explique la centralité des universités (et plus particulièrement de l'université de Khartoum). La jeunesse, cette génération déjà née sous le régime islamiste, en est considérée à juste titre comme le protagoniste principal. De plus, les femmes y occupent une place cruciale, en dehors d'une attention médiatique biaisée par l'orientalisme. Finalement, sans contredire la connotation populaire du mouvement, la massification de l'enseignement universitaire propulsée par le régime a paradoxalement produit les bases de sa propre contestation au sein d'universités éloignées de l'image d'aliénation et de conformisme politique qu'on pouvait en avoir. L'UoK et ses étudiants ont été au cœur des diverses étapes de ce long combat<sup>7</sup> et continuent de l'être dans un parcours où les « comités de résistance », nouveaux organismes de gestion par le bas de la vie sociale et politique dans les quartiers, sont composés principalement de jeunes<sup>8</sup>.

<sup>6</sup> Pour une chronologie des étapes de la révolution entre son déclenchement et l'instauration du gouvernement civil, voir Casciarri, Manfredi (2020) (Working Paper, en ligne, consulté le 26 décembre 2020. URL : <https://cedejsudan.hypotheses.org/3052>).

<sup>7</sup> Le *sit-in*, espace créatif de partage et projection dans le futur de l'expérience révolutionnaire, s'étendait jusqu'à comprendre le campus de l'UoK. Ce dernier a fait d'ailleurs l'objet de la répression et du pillage menés par les para-militaires au moment de l'évacuation brutale du *sit-in* perpétrée le 3 juin 2019.

<sup>8</sup> En ce qui concerne le rôle et la position des comités de résistance, et plus largement de la jeunesse qui a constitué la base du processus révolutionnaire (acteurs principaux de cette réflexion), le contexte au Soudan avait déjà partiellement évolué entre la phase du terrain (février 2020) et celle de l'écriture de mon article (décembre 2020-février 2021). Au moment de la révision finale pour la publication (novembre 2021), force est de noter un changement brusque de ce contexte

### 1.3. Les *fieldwork surveys* de février 2020 : un cadre urbain et un objet révolutionnaire

Pouvant profiter d'une liberté pédagogique et de circulation retrouvée dans ce contexte de changement profond, les enseignants et les étudiants du département d'anthropologie ont décidé de focaliser les enquêtes de la première session « postrévolutionnaire » des *fieldwork surveys* en 2020 sur l'étude des « comités de résistance » (*lijan al-muqawama*). Cellules clandestines pendant la révolution (visant l'organisation de la mobilisation et la réponse à la répression), après la chute du régime en avril 2019, ces comités sont devenus des organismes de gestion de base, au niveau du quartier ou du village, pour combler le vide laissé par la dissolution des anciens « comités populaires » (*lijan ash-sha'biyya*), émanation des islamistes. Privilégiant la forme de l'assemblée et l'ancrage local, avec une coordination horizontale assez fluide et sans hiérarchisation, les comités de résistance (CR) s'impliquent dans des tâches multiples : l'animation du débat politique dans le quartier ; la poursuite de la lutte pour la justice et l'obtention d'un gouvernement entièrement civil (*meidaniyya*) ; la réappropriation d'espaces physiques auparavant dans les mains du régime ; le recensement des besoins du quartier ; le contrôle des prix des marchés en phase de crise économique, pour ne citer que les activités les plus communes<sup>9</sup>. Après une première institutionnalisation en octobre 2019, confirmée en janvier 2020, le gouvernement de transition a pourvu à une reconnaissance de ce nouvel acteur de la gouvernance locale, même si sa tentative de distinguer entre une section des comités consacrée à la provision de services à la population (*lajna al-khidamat*) et une autre plus proprement destinée au travail politique (*lajna al-hay*) demeure difficilement acceptée par certains CR.

Le choix de cet objet pour le *fieldwork survey* présentait une double légitimité : d'une part, il s'agissait de focaliser l'attention sur l'un des produits les plus novateurs de la révolution, avec la garantie, grâce à sa diffusion, d'en trouver des exemples dans tous les quartiers. D'autre part, il s'agissait de consacrer le rôle central des étudiants, qui non seulement ont été impliqués dans la mobilisation, mais sont pour la plupart des

---

à partir du coup d'État militaire du 25 octobre 2021. S'il n'est pas question de changer le contenu de l'expérience située qui fait l'objet de l'article (ni des réflexions qui en découlaient), je tiens à souligner que ma décision de publication a été prise après avoir consulté les collègues de l'UoK concernés sur l'opportunité de diffuser cet article sans nuire à eux-mêmes, à leurs étudiants et aux interlocuteurs. J'ai néanmoins procédé aux anonymisations suggérées et à certaines modifications mineures, dans la description de cette expérience pédagogique dont les participants continuent d'être fiers, et qui montre l'investissement de l'UoK pour établir un lien entre la formation à la recherche et les dynamiques sociales d'une période si cruciale de la vie du pays.

<sup>9</sup> En plus des informations de seconde main, issues des rares articles existant sur le sujet ou des réseaux sociaux, ces données se basent sur un travail que j'ai entamé en septembre 2019 sur les comités de résistance à Khartoum.

membres actifs des CR de leur quartier d'habitation<sup>10</sup>. Ainsi, si à l'époque de l'Ingaz<sup>11</sup>, les enseignants essayaient d'éviter le contexte urbain (plus affecté par le contrôle sécuritaire) et les objets explicitement politiques, en 2020 la proposition d'un stage de terrain sur les CR était en soi l'emblème d'une liberté retrouvée par les encadrants et les étudiants, autant que l'expression de la volonté d'analyser et de comprendre les dynamiques de transformation en cours par un esprit d'engagement citoyen<sup>12</sup>.

## 2. Situations et objets nouveaux du *fieldwork survey* à Shambat, 13 février 2020

Dans la session 2020 du *fieldwork survey* du département d'anthropologie, les comités de résistance ont été construits comme objet central de l'enquête. Entre février et mars, une quinzaine de quartiers de la capitale ont été visités par le même groupe. Lieu de départ collectif le matin, l'UoK accueillait le groupe de retour du terrain le soir, pour le débriefing et un repas partagé. Mes observations et réflexions ici se réfèrent plus spécifiquement à la seule journée de la session à laquelle j'ai participé, le 13 février 2020. Ce jour-là, le site ciblé par l'enquête était Shambat, qui dans la tripartition morphologique de la capitale se situe à Khartoum Bahri, zone industrielle fondée par les Anglais au début de la colonisation, en lien avec l'établissement des chemins de fer<sup>13</sup>. Au niveau de la composition sociale, à Shambat, des quartiers populaires, habités par une ancienne classe ouvrière multiethnique, jouxtent des zones liées aux activités agricoles ou d'élevage grâce à la proximité des berges du Nil, avec, en plus, la présence de classes moyennes arrivées suite à l'expansion urbaine récente. Comme le montre la carte 1, Shambat a été aussi un secteur très mobilisé pendant l'insurrection de 2018-2019.

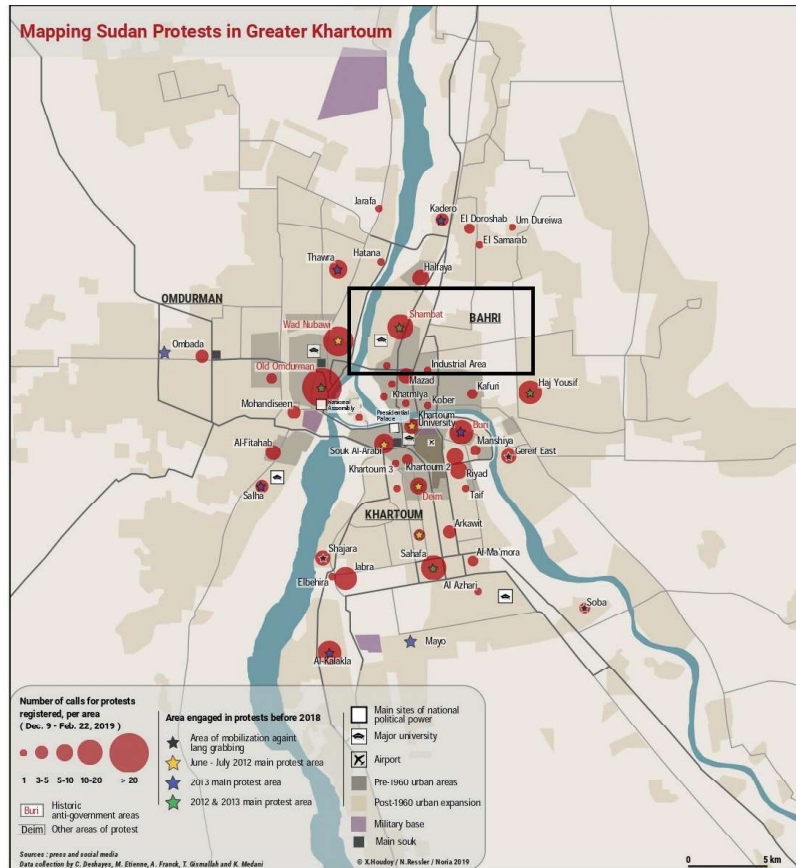
---

<sup>10</sup> Cette posture inhabituelle d'enquêteurs-militants a donné lieu à plusieurs discussions entre étudiants, et entre ceux-ci et les enseignants, que je ne pourrai pas reporter fidèlement ici, car elles se sont développées surtout dans la suite de leurs travaux durant les mois suivant la sortie à laquelle j'ai eue l'opportunité de participer. Ainsi, dans cet article, j'assume les limites qui sont celles d'une analyse d'expérience collective élaborée individuellement et dans la temporalité du début de la session de stage où je me suis trouvée.

<sup>11</sup> *Ingaz* signifie « salut ». À partir de la définition du coup d'État islamiste de 1989 en tant que « révolution du salut national », le terme est utilisé pour désigner le régime autoritaire qui gouverna le Soudan entre 1989 et 2019.

<sup>12</sup> Noha Hamza, enseignante coordinatrice des stages, me disait que l'année précédente, en 2018 (le stage annuel a été annulé en 2019 lorsque la révolution était encore en cours), ils avaient amené les étudiants dans la région de la Jezira : travailler en contexte rural, et sur un objet classique de la vie économique du pays, était moins dangereux dans le contexte autoritaire précédent.

<sup>13</sup> Khartoum est divisée en trois parties par la présence des fleuves (Nil Bleu, Nil Blanc, Nil), d'où la définition coloniale de « Three Towns » (Omdurman, Khartoum, Khartoum Bahri) et la particularité de leurs histoires sociales.



**CARTE 1.** MOBILISATION DES QUARTIERS DU GRAND KHARTOUM PENDANT LA RÉVOLUTION.  
(SOURCE : NORIA, 2019.)

Avec un groupe de vingt personnes, la plupart en licence d'anthropologie, quelques-uns en sciences politiques et en économie, sous l'encadrement d'une enseignante titulaire et de deux assistants, nous sommes partis le matin avec le bus de l'UoK pour revenir à l'université au coucher du soleil. Dans la journée, nous avons alterné des moments où nous étions divisés en trois sous-groupes, pour mener les entretiens dans les maisons d'interlocuteurs ciblés, et d'autres pendant lesquels nous nous retrouvions dans les espaces en plein air pour mener des discussions informelles et de l'observation. Dans les sections suivantes, j'identifie trois dimensions qui ont suscité mon intérêt par leur faculté d'illustrer la nouveauté de situations et d'objets mis en exergue pendant cette journée de formation.



### 2.1. Enquêter en plein air : places, rues, marchés et « dames à thé »

L'accessibilité à un espace public et extérieur, aux échanges et discours qui s'y déroulent, a été l'un des éléments marquants de cette nouvelle situation de stage. Pendant l'Ingaz, le dense réseau des services de sécurité en civil et des forces de l'ordre, qui quadrillait l'espace urbain, poussait l'enquêteur à limiter sa présence dans ces lieux, où des blocages pouvaient facilement surgir au niveau du contrôle policier ou en raison du malaise et de la méfiance des enquêtés. La situation postrévolutionnaire semble avoir effacé les deux obstacles. Cela n'est pas uniquement un élément pragmatique en soutien à la mise en place de l'enquête : ce sont aussi de nouvelles situations et de nouveaux objets d'enquête qui émergent grâce à cette ouverture à l'enquête en plein air.

Un premier exemple de cette nouveauté est la transformation des usages de certains espaces urbains, tels que les rues ou les places devenues des sites de concentration, d'organisation, de manifestation et même de répression des participants durant cette longue saison insurrectionnelle. Investies de tactiques et de répertoires d'action communs à tout le mouvement, elles ont pourtant su incarner la « production d'une localité » (Agier, 2015) qui a permis à chaque quartier de valoriser la connaissance intime de « ses » lieux et l'interconnaissance entre habitants, en renforçant une identité locale servant de base à la solidarité militante. Ces espaces ouverts continuent d'être des catalyseurs d'actions qui évoluent parallèlement au processus révolutionnaire. Ainsi, comme nous l'ont dit et montré les habitants, la place centrale (*meidan*) du quartier Hay Arab à Shambat a joué, et joue encore, ce rôle. Initialement site du terrain de foot où se rencontraient les cinq équipes locales, lieu où les habitants se retrouvaient pour le départ des manifestations vers le centre de la capitale dès le début de la révolte, elle sert aujourd'hui d'espace pour les assemblées des comités de résistance. La diffusion du *street-art* comme vecteur de messages révolutionnaires (Khiar, 2020) fait qu'une mémoire collective s'est aussi inscrite sur les murs qui entourent la place, par des slogans et des graffitis illustrant les moments de la lutte ou demandant justice pour les disparus (figures 1 et 2). Rues et places du quartier n'ont pas seulement perdu leur connotation d'espaces « à contourner » en raison du risque répressif, mais sont même devenues des lieux où les enquêtés invitent à aller et nous accompagnent avec fierté, racontant leur « vie sociale » en étroite imbrication avec le moment révolutionnaire et ses valeurs.



**FIGURE 1.** AU CENTRE DE LA FRESQUE MURALE, LE RAPPEL DU « DISPARU » (MAFGUD).  
(SOURCE : B. CASCIARRI, 2020.)



**FIGURE 2.** FRESQUE MURALE, MANIFESTANTS RENVERSANT UNE VOITURE DES SERVICES DE SÉCURITÉ.  
(SOURCE : B. CASCIARRI, 2020.)

D'autres lieux également ouverts se sont imposés à la dynamique d'enquête : les marchés, à la petite échelle du quartier et de ses ruelles, et les commerces informels dans la rue. Pour le chercheur, qui auparavant regrettait de devoir limiter sa présence dans ce magnifique site ethnographique en raison de son exposition au contrôle sécuritaire, il devenait possible de s'y retrouver, d'échanger avec des vendeurs ou des acheteurs, d'en faire un lieu « sûr » d'observation. Le cas des vendeuses de rue est ici emblématique. Les *sittat shay*, « dames à thé », sont des commerçantes informelles qui s'installent dans la rue, avec des abris improvisés et un équipement mobile (tabourets, bancs et réchauds), pour préparer et vendre du thé ou du café, boissons que l'on consomme plusieurs fois par jour au Soudan. Ce service se serait diffusé à partir de la fermeture de cafés décrétée par l'application de la *shari'a*, loi islamique. Le profil de ces femmes en dit plus : il s'agit souvent de veuves avec enfants ou de jeunes célibataires, provenant des régions touchées par la guerre civile (Darfour, monts Nouba, Sud), voire de réfugiées (éthiopiennes et érythréennes). Leur statut de femmes exerçant un commerce illégal a depuis toujours fait d'elles des cibles privilégiées de la répression de rue : malgré le caractère essentiel du service fourni, les rafles (*kasha*) frappaient fréquemment et brutalement les *sittat shay*. La révolution a bousculé le statut de ces femmes marginalisées : visibilisées et protégées par le mouvement, dont elles ont rejoint la cause, leur présence a émergé dans le *sit-in*, jusqu'à en faire des exemples d'héroïsme au moment de la répression du 3 juin 2019<sup>14</sup>. Elles ont depuis acquis une liberté d'occupation de l'espace public auparavant inimaginable.

À plusieurs moments de notre excursion, le groupe s'est rassemblé dans l'un de ces lieux tenus par des « dames à thé ». Si, sous l'ancien régime, nous aurions dû le faire de manière prudente et sans trop nous attarder, dans le nouveau contexte ce site a joué un rôle prioritaire dans la dynamique d'enquête. Les deux femmes à thé (une mère et sa fille) ont été à plusieurs moments les interlocutrices du groupe, ce qui a permis à celui-ci de recueillir leur perspective singulière sur la révolution. Filles et garçons ont pu s'asseoir et socialiser avec elles, dans un lieu auparavant plutôt réservé aux hommes. D'autres passants nous ont rejoints et ont eux aussi pris la liberté d'une parole adressée à des universitaires, en public, sans les craintes habituelles. La « joie du dehors », dont la valeur pour l'expérience pédagogique a été ailleurs soulignée (Sabin, 2019), se remplissait ici d'une signification plus profonde, au souvenir de la manière dont les corps et les esprits avaient pu être disciplinés par l'enfermement sécuritaire à l'époque du régime.

## 2.2. Le parcours des maisons des martyrs

La révolution étant un phénomène multidimensionnel, ses expressions étaient omniprésentes au moment du stage, et les comités de résistance désormais diffusés dans tous les quartiers : il fallait pouvoir circonscrire davantage l'objet d'enquête pour éviter la dispersion. L'équipe du stage (enseignants et étudiants) a proposé de faire des mar-

<sup>14</sup> Même si le nombre et l'identité des tués et disparus lors du massacre du *sit-in* restent mal connus, une partie significative des victimes étaient des *sittat shay* (Casciarri, 2020).

tyrs de la révolution l'entrée sélective du terrain sur les CR. Le terme « martyr » (*shahid*) signifie littéralement « celui qui témoigne » : l'association d'idées, plus communes dans le contexte musulman, qui en fait le martyr sacrifiant sa vie pour l'islam avait été impulsée par le régime, dont la propagande utilisait l'étiquette pour les soldats morts durant la guerre civile avec le Sud, catégorisée comme *jihad*, « guerre sainte » (Marchal, 2021).

Revenant à la signification première du terme, et la dissociant de sa connotation religieuse, le mouvement l'a reprise pour désigner les militants tués au nom de la cause révolutionnaire. Après la chute du régime, les maisons des martyrs sont passées du statut de lieux dangereux (strictement contrôlés par les forces de l'ordre) à celui de sites emblématiques où l'on se rend pour entretenir l'esprit de la révolution en remerciant les proches de ceux qui se sont sacrifiés pour elle<sup>15</sup>. Les murs extérieurs de ces maisons ont été décorés par des artistes de rue avec les portraits des tués, ce qui les transforme en objets mémoriaux visibles, de même que les panneaux illustrant le nom du martyr et la date de sa mort, installés dans les rues parfois renommées en leur hommage (figures 3 et 4). Les familles du martyr (avec un rôle particulier joué par les mères<sup>16</sup>) non seulement reçoivent plusieurs visites et font l'objet d'actions de solidarité, mais sont également des figures centrales dans les comités de résistance de leur quartier grâce à la légitimité acquise par la perte du proche (souvent un enfant).

<sup>15</sup> Le père de Haza', martyr dont nous avons visité la maison, nous disait qu'au moment de la répression, leur foyer était surnommé *beit al-bumban*, « la maison des grenades lacrymogènes », car les forces de l'ordre s'acharnaient sur elle pour sa valeur symbolique et pour effrayer les jeunes manifestants.

<sup>16</sup> Un slogan répandu dit « le sang du martyr est mon sang, la mère du martyr est ma mère » (Casciarri, Manfredi, 2020). Ce sentiment d'unité et de continuité de la lutte au nom des martyrs est illustré par la pratique de créer des parcours secondaires des manifestations pour visiter les maisons des martyrs et conforter leurs proches.



FIGURE 3 : PORTRAIT DU MARTYR HAZA' DANS LA COUR DE SA MAISON. (SOURCE : B. CASCIARRI, 2020.)



FIGURE 4 : PANNEAU DE LA RUE REBAPTISÉE EN HOMMAGE AU MARTYR HAZA'. (SOURCE : B. CASCIARRI, 2020.)

Mères et parents des martyrs ont ainsi été les contacts privilégiés pour organiser le parcours d'enquête quotidienne, et le groupe s'est partagé pour se rendre dans trois maisons et y réaliser des entretiens collectifs. Celui auquel j'étais associée a passé une longue partie de la matinée à Shambat dans la maison d'Haza' Eiz Addin, jeune étudiant tué par la police pendant les émeutes de septembre 2013. Cela nous a permis de constater la mise en place d'une périodisation rétrospective de la troisième révolution. La tendance officielle, renforcée par les médias occidentaux, privilégie une lecture événementielle de cet épisode, qu'elle fait commencer avec les premières manifestations de décembre 2018, en l'étiquetant comme un « Printemps arabe » retardé. Mais selon de nombreux Soudanais (Casciarri, Saeed, 2020), la révolution qui a conduit à la chute du régime en 2019 avait commencé avec les émeutes de 2013, dont la répression sanglante aurait permis la sédimentation d'un sentiment d'injustice et le début d'une réflexion collective sur les stratégies pour mener un mouvement victorieux de lutte. Tué en 2013, Haza' a dû attendre 2019 pour voir consacré son statut de martyr de la révolution. Sa famille raconte avec fierté les efforts fournis pour demander justice depuis 2013, ainsi que la manière dont elle s'est investie dans la phase insurrectionnelle récente et dans le comité de résistance locale. L'entretien dans la maison d'Haza' a été un moment où la richesse d'informations sur l'objet du stage s'est mélangée à une émotion forte pour l'ensemble des participants. Le parcours dans les maisons des martyrs m'apparaît comme l'une des portées créatives de ces nouveaux objets et situations d'enquête que le stage en ce contexte postrévolutionnaire a pu produire.

### **2.3. Ethnographier le quotidien : l'infrapolitique des queues pour le pain**

Finalement, c'est aussi dans ces moments moins codifiés, communs à toute expérience de stage intensif de terrain et où les formateurs poussent les formés à s'immerger dans des situations d'observation et de participation au flux quotidien de la vie, que le cadre postrévolutionnaire semble avoir apporté de nouvelles pistes. Il s'agit là d'un aspect mal éclairé dans la pédagogie de l'ethnographie : de fait, si tout enseignant convient de la valeur de « l'observation participante », complément indispensable d'entretiens plus structurés, la systématisation des données de celle-ci et, encore plus, la sélection des situations ou objets à observer, restent difficiles à identifier. Mise à part l'invitation adressée aux étudiants de se balader et de se mélanger aux gens du quartier pendant leur temps libre (c'est-à-dire lorsqu'ils ne menaient pas d'entretiens), l'initiative de l'enseignante coordinatrice d'envoyer des binômes « acheter du pain » dans divers fours du quartier a montré sa valeur heuristique. En faisant cela, l'enseignante savait que l'opération allait être longue et laborieuse et elle invitait ainsi ses étudiants à profiter de ce site d'observation et de discussion avec les habitants. De fait, « acheter du pain », geste anodin et banal du quotidien, a pris une connotation nouvelle dans les mois qui ont suivi la révolution. La crise économique qui touchait déjà le pays a subi un coup d'accélération : à partir de janvier 2020, deux biens d'usage quotidien, le pain et l'essence, ont connu une pénurie exceptionnelle, jusqu'à faire l'objet d'un rationnement.

La queue (*saf*) est ainsi devenue l'un des éléments les plus visibles du paysage de la capitale, des dizaines de personnes stationnant parfois pendant des heures devant les fours ou les stations d'essence – le premier étant plus fréquenté par la nature davantage incontournable du bien.

Mais l'intérêt de cette nouvelle situation d'enquête est loin de se limiter à une prise de connaissance des difficultés matérielles auxquelles les Soudanais sont confrontés, comme l'autre face de la médaille d'une liberté gagnée par la révolution. Dans sa matérialité et sa banalité quotidiennes, la queue pour le pain a pu devenir un site d'observation ethnographique prégnant, qui exprime une dimension du politique moins spectaculaire, mais plus diffuse. Par la mise en contact prolongée des habitants du quartier, la queue favorise l'échange et devient partie de la mise en œuvre d'un réseau d'information et de solidarité complémentaire au travail plus structuré des comités de résistance, étant d'ailleurs plus ouverte à la participation que les réunions de ces derniers – femmes, hommes et enfants s'y rendent régulièrement. Elle suscite également des débats sur le processus révolutionnaire, dont le plus commun est la condamnation des pratiques des *Keizan*, anciens du régime qui possèdent encore le monopole sur les farines et sont suspectés d'alimenter le marché noir et de créer la pénurie comme tactique contre-révolutionnaire, et l'incitation à rester patients pendant cette épreuve, en soutien aux efforts du gouvernement de transition. La queue représente également un moment où les principes d'équité dictés par le CR (un nombre égal de pains par personne/famille) sont appliqués avec un contrôle collectif vis-à-vis de ceux qui essaieraient de faire prévaloir d'anciens privilèges<sup>17</sup>. Au sein d'un quotidien composé d'un ensemble insaisissable de comportements, interactions ou discussions, objet intermédiaire entre subsistance et résistance, la queue pour le pain devient un exemple de cet « infrapolitique » (Scott, 2019) qui permet de saisir la valeur des positionnements, pratiques et idéologiques, individuels et collectifs, d'une quotidienneté éloignée des arènes politiques plus formalisées. Dans notre cas, elle émerge comme une piste féconde pour guider les étudiants dans l'observation participante à laquelle ils doivent se livrer dans le cadre de leur stage et pour ancrer cette pratique dans une situation capable de lui restituer un sens plus profond.

### 3. Postures d'enquête, biais et malentendus

Il serait néanmoins naïf de penser que l'expérience de *fieldwork survey* postrévolutionnaire se réduit à l'épanouissement d'une présence et d'une parole avant inimaginables ou à l'émergence de nouvelles situations et d'objets d'enquête à la portée féconde. La question des postures, mais aussi celles des biais et des malentendus qui jalonnent le parcours des formateurs et des étudiants, reste problématique. La réflexion sur ces

<sup>17</sup> Un habitant nous a raconté avec fierté comment un notable, proche du régime déchu, habitué à jouir d'un traitement privilégié, avait été empêché par les personnes qui faisaient la queue d'obtenir le double de la quantité de pain normalement accordée par habitant : cette situation à l'apparence banale devient ici un acte politique de réaffirmation des valeurs de justice sociale et du renversement des rapports de force prôné par la révolution.

questions demeure nécessaire, pour adapter les « politiques de terrain » (Olivier de Sardan, 1995) et pour objectiver la démarche de production des données. Sans cela, le risque serait de retomber dans le piège de l'illusion objectiviste, et de prétendre redécouvrir un passage « naturel » entre terrain et théorie par la surestimation du potentiel émancipatoire de l'enquête en contexte révolutionnaire. J'essaierai d'identifier deux de ces postures qui ouvrent une réflexion plus ample quant aux impondérables à prendre en compte en tout contexte d'enquête<sup>18</sup>.

### 3.1. Les biais des « lunettes » révolutionnaires

L'élan partagé d'une révolution gagnée, incarné dans l'ouverture à de nouvelles pratiques d'enquête, n'est pas à l'abri de la production de biais et de l'apparition d'une « normativité révolutionnaire » menaçant la capacité de lire la multiplicité du réel et ses contradictions. Certes, ces biais sont également inédits – ce qui les rend plus difficiles à détecter –, mais ils n'en constituent pas moins un aspect à relever. Mes observations concernant le déroulement du stage, puis les échanges que j'ai eus avec mes collègues à ce sujet m'ont conduite à m'intéresser de plus près à cette question.

Par exemple, alors que je me trouvais au milieu d'une discussion entre les formatrices du *fieldwork survey* et le responsable du département d'anthropologie de l'UoK, ce dernier exprima avec bienveillance ses doutes sur la sélection opérée quant aux choix des lieux du stage, essentiellement situés dans les quartiers populaires, identifiés comme particulièrement « rebelles » et actifs dans la poursuite du travail politique des CR après la révolution. S'il ne remettait pas en question l'empathie et la fidélité ainsi manifestée envers les principes révolutionnaires, il pensait qu'il aurait également été intéressant d'amener les étudiants à se confronter à d'autres valeurs, en les emmenant dans les quartiers bourgeois. Ou d'écouter le discours de ces *middle and upper classes* au soutien plus tiède, que la crainte d'une perte de privilèges pouvait porter à contester l'action des CR, voire à ne pas envisager du tout leur mise en place. En d'autres termes, il pointait un dilemme : l'anthropologue, enquêteur et formateur en contexte révolutionnaire, doit-il maintenir un esprit de quête de l'altérité et du contraste, ou en serait-il plutôt délivré par la situation révolutionnaire, qui privilégierait une homogénéité rassurante ?

Un autre biais, lié à la forte adhésion des étudiants à ce qui commençait à s'imposer comme la « doxa révolutionnaire », sembla émerger dans le cadre des entretiens. Plus précisément, il y avait une certaine réticence du côté de l'enquêteur, du formateur ou de l'étudiant, à intégrer la pluralité des situations et des points de vue qui existaient en réalité au sein des comités de résistance (CR). Ces comités avaient été érigés en piliers de la révolution parfois aux frais de l'acceptation de leur pluralité, élément qui avait fait leur force et leur avait permis de s'ancrer localement au moment de la contestation. Or les étudiants-enquêteurs eurent du mal à accepter cette réalité qui ne

---

<sup>18</sup> Si, dans la section précédente, j'ai fait état de situations expérimentées lors de ma participation à la journée de stage à Shambat, dans cette section je rapporte également des commentaires de membres de l'équipe à propos d'autres journées auxquelles je n'ai pas participé en personne.



correspondait pas à leurs propres attentes et représentations. L'entretien mené avec la famille du martyr Haza' fut révélatrice de cette tension. Les informateurs insistèrent notamment sur le fait que, chez eux, le CR n'avait pas intégré la consigne (donnée par le tout récent gouvernement) de se restructurer selon le partage entre un comité de services, plus technique, et un comité de quartier aux fonctions plus proprement politiques. Le corollaire en était le refus absolu de nommer des chefs ou des représentants mandatés, résumé puissamment par une phrase du père du martyr : « Nous sommes un seul corps, mais ce corps n'a pas de tête<sup>19</sup>. » Plus forte encore a été la réaction des jeunes enquêteurs à la découverte d'une autre particularité du CR de cette famille : l'acceptation des *Keizan* (anciens du régime déchu) en son sein. Cela a suscité plusieurs prises de parole animées de la part des étudiants : signifiant à nos hôtes, sur un ton quelque peu de reproche, que cela était inconcevable dans l'esprit révolutionnaire (et suggérant le caractère « non conforme » de leur CR), les étudiants négligeaient l'intérêt de la motivation donnée par les interlocuteurs, qui évoquaient le dense réseau de liens de parenté et de mariage les empêchant d'imaginer la construction d'un futur meilleur par une simple distinction entre « bons » et « méchants » et par l'exclusion totale de proches qui avaient pu faire partie de la base du régime.

Cette envie de croire dans l'existence d'une unité sans faille du champ révolutionnaire risquait aussi d'invisibiliser les nuances, voire les divisions, qui existaient en réalité en son sein : en faisant des individus rencontrés *dans* la maison du martyr des « informateurs privilégiés », les étudiants négligèrent d'autres informateurs potentiels situés aux marges de cet espace – tels les quelques jeunes rassemblés dans la cour au moment de notre entretien<sup>20</sup>. Ce frein apparaissait parfois aussi dans les discussions informelles chez les « dames à thé ». Tandis que ces dernières auraient aussi voulu parler de leur condition de vie « avant » ou « pendant » la révolution, en dehors des espaces d'affrontement direct, les questions des étudiants étaient quasi exclusivement liées aux sites et aux événements consacrés de la révolution, sous-estimant par là même d'autres temporalités et dynamiques qui leur auraient pourtant permis de mieux saisir les raisons pour lesquelles ces femmes se positionnaient aujourd'hui avec les révolutionnaires sans avoir partagé entièrement le vécu politique des derniers mois<sup>21</sup>. Ces observations sur le déroulement des entretiens et des discussions menés par les étudiants

<sup>19</sup> À noter qu'en arabe le terme *ras*, qui signifie littéralement « tête », est aussi celui dont dérive le terme *rais*, utilisé plus largement pour désigner le « chef », des échelles les plus réduites jusqu'au président d'un État.

<sup>20</sup> Optant pour une position moins centrale que celle que j'occupais habituellement sur « mes » terrains au Soudan, je me suis éloignée à un certain moment pour parler avec ces jeunes qui restaient hors de la maison : malgré leur respect profond pour le martyr et sa famille, leur vision était moins consensuelle. Ils exprimaient des critiques quant à l'idéalisation du *sit-in* en dénonçant notamment la présence d'opportunistes et de « marchands de la révolution », et critiquaient plus librement certaines positions du gouvernement de transition. Ils relevaient aussi que la répression était toujours d'actualité pour ceux qui, comme eux, n'avaient pas arrêté de « sortir dans la rue » pour mener des actions de protestation, actions que le CR ne jugeait plus adaptées à la phase politique en cours et qu'il qualifiait désormais d'illégitimes.

<sup>21</sup> Par exemple, raconter leur arrivée à Shambat dans les années 1980 et décrire le quartier à cette époque (des digressions « hors thème » selon les étudiants) était, à mon avis, une manière de

attirent donc l'attention sur un biais qui est celui de la « normativité révolutionnaire », qui peut se produire dans ces contextes, et dont les enquêteurs peuvent se faire porteurs, avec le risque d'ignorer acteurs, discours et catégories peu conformes à l'image désirée d'une révolution parfaite.

### 3.2. Une liberté d'enquête nuancée par des blocages inattendus

Le sentiment d'une nouvelle liberté d'accès aux espaces publics et aux discours, élément réel de cette phase, a sans doute conduit à sous-estimer l'existence de nouvelles situations de blocage. Les formatrices m'ont en effet rapporté des incidents qui ont eu lieu lors des journées de stage durant lesquelles je n'étais pas présente. Dans un premier cas, le groupe s'était rendu sur l'un des sites centraux de la capitale, Souk al-Arabi. Cependant, la démarche habituelle auprès du CR pour obtenir un entretien a non seulement donné lieu à un refus, mais elle a aussi dégénéré, provoquant des tensions. Les militants du CR ont fait preuve de méfiance envers les enquêteurs, les soupçonnant d'être des agents au service de l'ancien régime. Cet incident a marqué les étudiants, qui n'arrivaient pas à concevoir qu'on puisse les identifier à des agents de la « contre-révolution ». Il a aussi refroidi l'enthousiasme et l'assurance des formatrices : depuis, elles disaient avoir anticipé davantage la possibilité de ce type de malentendu, qui peut survenir et représenter un véritable obstacle au bon déroulement du stage et constitue un élément à pondérer, hors de l'illusion d'un échange harmonieux « entre révolutionnaires ».

Dans un deuxième cas, ces accidents de parcours ont émergé sous une forme encore plus singulière. À Umm Bedda, un quartier périphérique habité par des groupes marginalisés<sup>22</sup> – pour cela trop hâtivement catégorisés comme ennemis naturels de l'ancien régime –, les stagiaires furent accueillis dans la maison de la tante d'un haut dignitaire des forces paramilitaires (RSF) responsables du massacre du *sit-in* qui eut lieu en juin 2019. Au lieu de l'accueil chaleureux auquel ils s'attendaient, les étudiants et leurs formateurs eurent droit à un discours plutôt hostile. Les étudiants furent déstabilisés et ressentirent de l'embarras face à des interlocuteurs dont ils ne pensaient pas qu'ils afficheraient aussi ouvertement une position antirévolutionnaire. À cela s'ajoutait un sentiment de crainte, lié au souvenir de situations d'avant la révolution, où une « mauvaise rencontre » pouvait mettre en danger les enquêteurs ou plus largement leurs proches.

En lien avec ces incidents, les enseignantes ont découvert, non sans une certaine amertume, que des phénomènes comme la corruption et le clientélisme n'avaient pas disparu et pouvaient aussi exister au sein de certains CR. Le fait de se trouver confronté à ces biais et à ces obstacles inattendus a été bénéfique, et a permis de faire

---

souligner des racines plus anciennes et complexes que la révolte de 2019 par leur vécu de femmes rurales des groupes marginalisés.

<sup>22</sup> Une large partie de ce vaste quartier relativement récent de la ville d'Omdurman est composée de groupes provenant des ethnies stigmatisées de l'ouest du pays, d'anciens déplacés des guerres civiles et des familles poussées en ville par l'exode rural ou la sédentarisation des nomades.

émerger plusieurs constats : les chercheurs ne sont pas à l'abri d'être suspectés d'être des contre-révolutionnaires sous prétexte qu'ils étaient eux-mêmes dans le viseur de l'ancien régime ; le « peuple » est un sujet protéiforme et les couches populaires ne soutiennent pas la révolution à l'unanimité ; les CR sont des organismes également pluriels et qui ne doivent pas être idéalisés sous prétexte qu'ils ont été des piliers de la révolution. Dans cette réflexivité imposée par le terrain, le défi devenait alors de ne pas perdre l'élan militant tout en acceptant que le processus révolutionnaire soit complexe, et que ses pratiques et ses imaginaires puissent aussi représenter des obstacles pour le travail de terrain, quoique d'une nature diverse que les blocages connus auparavant.

### **Conclusion : enseigner et éprouver l'enquête au milieu d'une révolution**

En dehors de la singularité des *fieldwork surveys* de l'université de Khartoum, je voudrais revenir sur une réflexion plus large. Nous pourrions ainsi dépasser l'exceptionnalité du stage en contexte révolutionnaire, et identifier quelques suggestions au sujet de cette alchimie complexe qui se joue dans l'apprentissage du terrain, si réfractaire à la codification théorique (Givre, Chauillac, 2020) et fortement tributaire des pratiques situées. L'enchâssement des termes « enquête-engagement-changement » apparaît alors particulièrement fécond, non seulement par rapport à la reconfiguration d'objets, de situations et de postures qu'il permet, mais aussi comme production d'un potentiel émancipatoire et d'esprit critique, au cœur duquel la mise en question des statuts, l'expérience vécue et les émotions tiennent un rôle crucial.

Dans notre cas, la mise en parole de la révolution, objectif explicite de l'enquête, centrée sur son rôle dans la critique d'une société basée sur les inégalités et l'oppression, affichée comme « moment de vérité » (quoique parfois idéalisé), a réinvesti implicitement les positionnements hiérarchiques qui se nouent au sein du groupe qui mène et apprend l'enquête. Sa portée était perceptible (même si non verbalisée) dans les échanges observés entre les acteurs : les interlocuteurs ciblés comme les simples passants se sont accordé un droit de parole avec les représentants de l'univers académique ; le discours des jeunes filles s'est libéré par rapport à leurs camarades de sexe masculin ou, plus généralement, par rapport aux hommes rencontrés ; les étudiants-militants quittaient la position de récepteurs des vérités des enseignantes, y compris de celle au statut privilégié de l'université occidentale<sup>23</sup>. Sans pour cela contredire le rejet d'une vision événementielle de la révolution, il est ainsi possible de retrouver dans cette situation

<sup>23</sup> Ayant auparavant expérimenté, non sans malaise, comment mes interventions à l'UoK suscitaient une disposition de respect exagéré, en partie dicté par mon statut d'enseignante d'une université européenne, il a été agréable de constater des interactions d'un autre type, plus directes, moins obséquieuses de la part des étudiants : ces derniers me consultaient d'ailleurs plus sur un ton paritaire, autour de mes impressions sur la révolution plus que sur mes connaissances scientifiques... Les enseignantes soudanaises ont à leur tour fait preuve d'un déplacement de leur rôle habituel vers les étudiants, davantage reconnus comme militants, investis d'un rôle de guide dès la prise de contact jusqu'à la réalisation des rencontres avec les familles des martyrs ou les membres du CR à interviewer.

d'enquête la valeur (souvent négligée) de l'événement, sa capacité de brouiller les pistes de lecture de l'ordinaire pour nous plonger, comme chercheurs, dans la « rupture d'intelligibilité » due à son « régime extra-ordinaire » (Bensa, Fassin, 2002 : 8). À un autre niveau, on retrouve également la figure de la « pédagogie impliquée » dont nous parlent Deboulet et Lafaye (2018) : dans notre contexte, cette implication revêt une connotation davantage radicale, en ce que la « demande sociale » de l'institution qui se fait « tiers », selon les termes des deux sociologues, serait celle des comités de résistance, reconnus comme produits et custodes de la révolution. Finalement, la singularité de cette enquête menée en contexte révolutionnaire, par des étudiants qui se revendiquent eux-mêmes comme révolutionnaires (*twhar*), questionne aussi l'engagement de l'enquêteur : elle porte à réfléchir sur son statut d'*insider*, imprégné ici des catégorisations liées au genre (Altorki, El-Solh, 1988), dont l'implication ethnographique se différencie de celle du chercheur « d'ailleurs » (Poupeau, 2013), mais aussi sur la dimension incontournable des hiérarchies sociales du terrain (Leservoisier, 2005), ici accentuée par un cadre révolutionnaire qui a fait de la critique de ces dernières un objectif majeur.

La reconfiguration, voire parfois l'inversion, des statuts hiérarchiques dans le cadre du stage doit en grande partie à la dimension expérimentale et émotionnelle de l'enquête. Quant à la première dimension, si tout enseignement des pratiques d'enquêtes mérite d'être décrypté dans sa valeur pédagogique d'expérience vécue (Vietti, 2019), dans l'enquête en contexte de changement couplée d'une démarche d'engagement, l'expérience acquiert une dimension inéluctable. Perdant sa connotation hiérarchisante, qui la rapproche de la figure de l'« expert », celui qui en saurait plus que les autres, elle évoque l'idée d'expérimenter et d'éprouver ensemble quelque chose dont la valeur dépasse la portée pédagogique ou scientifique. Dans les *fieldwork surveys* de l'UoK, l'expérience de la révolution a influencé l'ensemble des acteurs et des participants à l'enquête de terrain. Elle en valorisait la « communication », conçue comme prioritaire par rapport à la « transmission » (Ingold, 2018), ramenée à sa référence originare d'une « communauté » qui, au risque d'être troublée par les malentendus et les biais, s'attachait à « produire du commun », en dépassant les rôles assignés aux uns et aux autres par le cadre du stage universitaire. Les étudiants, plutôt que de s'arrêter sur le dilemme entre distanciation et implication, oscillaient entre la posture d'une observation « participante » normative et celle d'une observation « partisane » assumée (Sanadjian, 1990). Cela ouvrait sur la deuxième dimension, celle des émotions éprouvées. À l'émotion visible de ceux et celles qui venaient de vivre l'extraordinaire renversement d'un régime dictatorial par une révolution populaire, pacifique, sans le guide des partis ni l'aide de forces étrangères, s'ajoutaient mes propres émotions, issues d'une empathie profonde avec ce « terrain » et d'un sentiment de libération après 30 ans de recherche au Soudan autoritaire. Plus difficile à objectiver, ce bloc ineffable d'émotions partagées m'est apparu pour la première fois (après 32 ans de terrain et 17 ans d'enseignement) comme un élément central dans l'enseignement de l'enquête de terrain, qui mériterait davantage d'attention.

La valeur de la triade théorie-terrain-enseignements, plus que celle de la simple dialectique théorie/terrain (Casciarri, 2019), l'errance comme posture qui vise non seulement les mouvements entre « ici » et « ailleurs » (Fabietti, 2012) mais aussi entre « avant » et « après » lorsque le changement en cours est éprouvé comme césure majeure, la mise en commun d'expériences vécues et d'émotions (Ingold, 2018 ; Vietti, 2019) sont des aspects de nos pratiques de terrain qui attendent encore d'être valorisés pleinement : les contextes de changement-engagement semblent bien se prêter à cet effort, soient-ils les rares épisodes révolutionnaires dans des pays éloignés ou la myriade de luttes sociales partielles ou locales qui sont sous nos yeux d'enseignants comme sous les yeux de nos étudiants.

### Bibliographie

- AGIER M. (2015), *Anthropologie de la ville*, Paris, Presses universitaires de France.
- AHMED A.A. (1973), « Some Remarks from the Third World on Anthropology and Colonialism: the Sudan », in T. ASAD (dir.), *Anthropology and the Colonial Encounter*, Londres, Ithaca Press, p. 259-270.
- AHMED A.A. (2002), *Anthropology in the Sudan. Reflections by a Sudanese Anthropologist*, Utrecht, International Books.
- ALTORKI S., EL-SOLH C.F. (dir.) (1988), *Arab women in the field: Studying your own society*, Syracuse (NY), Syracuse University Press.
- ASSAL M., ABDUL-JALIL M.A. (dir.) (2015), *Past, Present and Future. Fifty Years of Anthropology in Sudan*, Bergen, Christian Michelsen Institute.
- BENSA A., FASSIN E. (2002), « Les sciences sociales face à l'événement », *Terrain*, n° 38, p. 5-20.
- BERRIDGE W. J. (2015), *Civil Uprisings in Modern Sudan. The « Khartoum Springs » of 1964 and 1985*, Londres, Bloomsbury.
- CASCIARRI B. (2019), « Retrospective e bricolages per un'etnografia teorica. Nomadismi geografici, accademici e intellettuali nel processo di produzione antropologica », *Antropologia*, vol. 6, n° 1, p. 217-235.
- CASCIARRI B. (2020), « Fin ou nouvel élan d'un processus révolutionnaire au Soudan ? », in M. SELIM (dir.), *Anthropologie d'une pandémie*, Paris, L'Harmattan, p. 95-18.
- CASCIARRI B., FRANCK A., MANFREDI S., ASSAL M. (dir.) (2020), « Soudan : identités en tension », *Cahiers d'études africaines*, n° 240.
- CASCIARRI B., MANFREDI S. (2020), *Freedom Peace and Justice. A Glossary of the Third Sudanese Revolution*, Working Paper n° 2, Khartoum, CEDEJ.
- CASCIARRI B., SAEED A. (2020), « "It all started with bread-and-butter issues". Interview with Abdalbasit Saeed about the 2019 Sudanese Revolution », *Politique Africaine*, vol. 158, n° 2, p. 175-186.

- DEBOULET A., LAFAYE C. (2018), « Une pédagogie impliquée. Les défis d'une coopération citoyenne sur les enjeux urbains », *Sociologies pratiques*, vol. 37, n° 2, p. 71-79.
- DESHAYES C. (2019), *Lutter en ville au Soudan. Ethnographie politique de deux mouvements de contestation* (Girifna et Sudan Change Now), thèse de doctorat, Saint-Denis, Université Paris 8.
- DESHAYES C., VEZADINI E. (2019), « Quand le consensus se fissure. Processus révolutionnaire et spatialisation du soulèvement soudanais », *Politique africaine*, vol. 154, n° 2, p. 149-178.
- FABIETTI U. (2012), « Errancy in ethnography and theory: on the meaning and the role of "discovery" in anthropological research », in H. HAZAN, E HERTZOG (dir.), *Serendipity in Anthropological Research*, Surrey and Burlington, Ashgate, p. 15-30.
- GIVRE O. CHAULLIAC M. (2020), « Transmettre l'anthropologie à travers l'enquête collective et partenariale. Réflexions croisées sur le projet Anthropologie, Science & Société (Lyon) », *Terrains/Théories*, n° 12, p. 1-29.
- GRANDIN N. (1982), *Le Soudan nilotique et l'administration britannique 1898-1956*, Brill, Leiden.
- INGOLD T. (2018), *L'anthropologie comme éducation*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- KHIAR Y. (2020), *Peindre la diversité, revendiquer l'unité. Questions d'identités dans le Street-art de la révolution soudanaise*, Working Paper n° 3, Khartoum, CEDEJ.
- LESERVOISIER O. (dir.) (2005), *Terrains ethnographiques et hiérarchies sociales. Retour réflexif sur la situation d'enquête*, Paris, Karthala.
- MARCHAL R. (2021), *Le Soudan : sociologie politique d'un régime islamiste*, thèse de doctorat, Paris, Sciences Po.
- MILLS D. (2015), « Teaching amidst change: reflections, engagements and pedagogies », *Teaching Anthropology*, n° 5, p. 1.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P. (1995), « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, n° 1, p. 71-109.
- POUPEAU F. (2013), « Enquêter sur les inégalités urbaines en Bolivie. Accès au terrain, positionnement du chercheur et construction d'objet », *Genèses*, vol. 90, n° 1, p. 62-84.
- SABIN G. (2019). *La joie du dehors. Essai de pédagogie sociale*, Paris, Libertalia.
- SANADJIAN M. (1990), « From Participant to Partisan Observation. An Open End », *Critique of Anthropology*, vol. 10, n° 1, p. 113-135.
- SCOTT J. C. (2019), *La domination et les arts de la résistance. Fragments du discours subalterne*, Paris, Éditions Amsterdam.

- STARO F., SANTAGOSTINI P. (2017), « École d'automne franco-soudanaise. Approches et méthodes de l'enquête de terrain en sciences sociales autour des inégalités (Khartoum 24-31 octobre 2015) », *Journal des anthropologues*, n° 148-149, p. 303-309.
- VERLET M. (1998), « La science pour un empire. Quand l'anthropologie se fait politique (1920-1940) », in B. SCHLEMMER (dir.), *Terrains et engagements de Claude Meillassoux*, Paris, Karthala, p. 183-201.
- VIETTI F. (2019), « Aspettando *Teaching Cultures*. Prospettive pedagogiche e pratiche didattiche per un'antropologia come esperienza », *Antropologia*, vol. 6, n° 2, p. 151-168.